



**MAIRIE DE PARMAIN 95620**  
Tél. 01 34 08 95 80 – WWW.ville-parmain.fr

## DÉCISION DU MAIRE

N° 2022/063

### Suppression de la régie d'avances des services techniques (RA234-336)

Le Maire de la Commune de PARMAIN,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

**VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

**VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**VU** la délibération n°2020/41 du 17 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire et à son premier adjoint en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, modifiées et complétées par délibération n° 2021/72 du 30 novembre 2021,

**VU** l'arrêté du 24 avril 1992 créant une régie d'avances services techniques,

**VU** la demande du service de gestion comptable de réduire le nombre de régie sur la collectivité,

**VU** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 09 septembre 2022,

### DÉCIDE

- ARTICLE 1 -** À compter du 15 septembre 2022, la régie d'avances « services techniques » est supprimée.
- ARTICLE 2 -** En conséquence, il est mis fin aux fonctions du régisseur et des mandataires de la régie.
- ARTICLE 3 -** Que la présente décision est rendue exécutoire dans les conditions prévues aux articles L. 2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.
- ARTICLE 4 -** Que le Maire de la commune de PARMAIN, le comptable public assignataire, la directrice générale des services, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.
- ARTICLE 5 -** Que le présent acte peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, et de sa transmission au Préfet, en adressant un recours administratif préalable à son auteur et/ou un recours hiérarchique au Préfet du Val d'Oise à Cergy. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.  
Il peut également être contesté simultanément au recours administratif ou dans un délai de 2 mois à compter la décision implicite de rejet par une requête au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.  
La requête en annulation introduite devant le Tribunal peut être assortie d'une demande de suspension de l'exécution du présent acte.

Fait à PARMAIN, le 9 septembre 2022



Loïc TAILLANTER,

Maire de PARMAIN,

Vice-président de la Communauté de Communes  
de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts